

**Mémoire sur la santé des enfants présenté au Comité
permanent de la santé de la Chambre des
communes**



**Canadian
Cancer
Society**

Octobre 2022

Introduction

La Société canadienne du cancer (SCC) est le seul organisme de bienfaisance national qui soutient les Canadiens atteints de tous les cancers partout au pays. En tant que porte-parole des Canadiens qui se préoccupent du cancer, en plus de comparaître devant le Comité dans le cadre de cette étude, nous sommes heureux de présenter le mémoire suivant au Comité permanent de la santé dans le cadre de son étude sur la santé des enfants.

Incidence du cancer et répercussions de la COVID-19

Le cancer est la principale cause de décès liés à la maladie chez les enfants de moins de 15 ans. Au cours des cinq dernières années seulement, la Société canadienne du cancer a investi 16,4 millions de dollars dans des projets de recherche sur le cancer chez les enfants partout au pays. Dans le cadre d'un partenariat de confiance avec des donateurs et des bénévoles, nous travaillons sans relâche pour améliorer la vie de toutes les personnes touchées par le cancer grâce à des recherches de calibre mondial, à des activités de sensibilisation transformatrices et à un soutien compatissant. L'an dernier seulement, nous avons fourni des renseignements fiables sur le cancer chez les enfants à plus de 125 000 utilisateurs de cancer.ca. Nous savons qu'environ 1 100 enfants de moins de 14 ans devraient avoir reçu un diagnostic de cancer en 2021. Toutefois, on soupçonne que le diagnostic de nombreux cancers a diminué depuis le début de la pandémie de COVID-19 au Canada. Nous savons qu'il y a beaucoup de travail à faire pour mieux comprendre comment régler les arriérés, particulièrement en ce qui concerne les enfants, et qu'il n'y a pas qu'une seule solution. Nous sondons actuellement notre communauté de personnes atteintes de cancer et de soignants au sujet de l'état actuel de l'accès aux soins et de l'expérience du cancer, et nous serions heureux de communiquer au Comité toute information pertinente pour appuyer cette étude.

Le Canada se trouve à un moment charnière où les décisions concernant les investissements dans notre santé et notre bien-être aujourd'hui façonneront fondamentalement l'avenir de notre système de santé dans les années à venir.

La SCC exhorte les provinces, les territoires et le gouvernement fédéral à travailler ensemble pour s'engager à assurer un financement stable et à long terme de la santé qui permettra de créer un système de soins de santé durable capable de répondre aux besoins actuels et futurs de toutes les personnes vivant au Canada.

Nous avons besoin de nouveaux investissements clairs et transparents pour améliorer notre système de santé, et d'un financement ciblé des services de santé tout au long de l'expérience du cancer. Le financement devrait également améliorer les services de lutte contre le cancer qui répondent aux besoins uniques des collectivités mal servies.

Nous avons réussi à diagnostiquer et à traiter le cancer chez les enfants au cours des dernières décennies grâce à des recherches de calibre mondial et à des traitements novateurs. La survie après cinq ans de cancer est d'environ 84 % chez les enfants. Cela signifie qu'environ 84 % des enfants atteints de cancer survivent au moins cinq ans après leur diagnostic. À la fin des années 1980, ce taux de survie était d'environ 71 %. Les taux de mortalité par cancer chez les enfants sont également passés de 40 par million d'enfants en 1985 à 20 par million en 2009.

Bien que les cancers infantiles représentent moins de 1 % de tous les cas de cancer diagnostiqués au Canada, ils ont un effet important et durable sur les personnes atteintes et leurs soignants. On estime que les deux tiers des enfants qui survivent à un cancer ont au moins un effet secondaire chronique ou tardif découlant de leur traitement, y compris un risque plus élevé de problèmes de santé physique et mentale ou de cancers secondaires.

Le contrôle du tabac

Le tabagisme est le principal facteur de risque modifiable pour les cas de cancer et les décès au Canada, et c'est aussi la principale cause évitable de maladie et de décès. L'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes montre qu'il y a encore 3,8 millions de Canadiens qui fument (âgés de 12 ans et plus, 2021), et encore plus si d'autres types de tabagisme sont inclus¹. La grande majorité des fumeurs commencent à fumer avant d'avoir l'âge légal pour le faire et un nombre inacceptable de jeunes commencent à fumer chaque mois. Il est donc essentiel d'empêcher les jeunes de commencer à fumer pour réduire la consommation de tabac et assurer le succès à long terme de la lutte contre le tabagisme. Le total des coûts directs des soins de santé attribuables au tabagisme a été estimé à 6,5 milliards de dollars par année².

Le gouvernement fédéral devrait renforcer sa stratégie de lutte contre le tabagisme, notamment pour réduire le tabagisme et le vapotage chez les jeunes. Bien que des progrès aient été réalisés, il reste encore beaucoup de travail à faire pour atteindre l'objectif de moins de 5 % de tabagisme chez les Canadiens d'ici 2035³.

La SCC recommande que le gouvernement renforce sa stratégie de lutte contre le tabagisme, notamment pour réduire le tabagisme chez les jeunes.

Le Canada est actuellement confronté à une augmentation spectaculaire du vapotage chez les jeunes, ce qui entraîne une augmentation globale de la dépendance à la nicotine chez les jeunes. Parmi les élèves du secondaire au Canada de la 10^e à la 12^e année, le vapotage chez les jeunes est passé de 9 % au cours de l'année scolaire 2014-2015 à 16 % en 2016-2017, puis à 29 % en 2018-2019, c'est-à-dire qu'il a triplé sur une période de quatre ans.

Les milliers de variantes possibles des arômes de cigarettes électroniques sur le marché canadien sont un facteur important qui se traduit par des taux élevés de vapotage chez les jeunes. En réponse, le gouvernement fédéral devrait adopter dès que possible le projet de règlement de Santé Canada, publié en juin 2021, limitant les arômes dans les cigarettes électroniques. De fait, le règlement proposé pourrait même être renforcé par la suppression de l'exemption pour la menthe et le menthol.

Parmi les provinces et les territoires, le Nouveau-Brunswick, la Nouvelle-Écosse, l'Île-du-Prince-Édouard et les Territoires du Nord-Ouest ont déjà adopté des lois interdisant les arômes dans les cigarettes électroniques autres que les arômes de tabac. Aux États-Unis, l'interdiction des arômes dans les cigarettes électroniques a été mise en œuvre à New York, au New Jersey, au Massachusetts et au Rhode Island. En Europe, de plus en plus de pays prennent la même décision,

¹ Statistique Canada. (2022). Caractéristiques de la santé, estimations annuelles, Tableau : 13-10-0096-01. Extrait de : https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=1310009601&request_locale=fr.

² Conference Board du Canada, « Les coûts du tabagisme au Canada, 2012 », 2017.

³ Santé Canada. (2022). Stratégie canadienne sur le tabac. Extrait de : <https://www.canada.ca/fr/sante-canada/services/publications/vie-saine/strategie-tabac-canada.html>

notamment la Finlande, la Lituanie et les Pays-Bas. Si tous ces endroits peuvent le faire, le gouvernement fédéral peut le faire aussi.

Le Canada a fait tellement de progrès pour réduire le tabagisme chez les jeunes que nous n'avons pas besoin qu'une nouvelle génération devienne dépendante de la nicotine. Toutefois, c'est précisément ce qui est en train de se produire.

La SCC recommande que le gouvernement prenne d'autres mesures pour réduire le vapotage chez les jeunes, et notamment qu'il finalise la réglementation limitant les arômes dans les cigarettes électroniques.

L'augmentation des taxes sur le tabac est la stratégie la plus efficace pour réduire le tabagisme, surtout chez les jeunes. Les taxes sur le tabac sont depuis longtemps reconnues par le gouvernement fédéral comme « gagnant-gagnant », puisqu'elles réduisent la consommation de tabac et augmentent les recettes du gouvernement. Un sondage national mené par Ipsos en février 2022 a révélé que 77 % des Canadiens appuient « une augmentation des taxes sur les cigarettes comme stratégie pour réduire le tabagisme chez les jeunes³ » [traduction].

La SCC recommande que les taxes fédérales sur le tabac soient augmentées d'au moins 6 \$ par cartouche de 200 cigarettes, avec des augmentations correspondantes pour les autres produits du tabac.

Un droit pour le recouvrement des coûts imposé aux fabricants de tabac obligerait ces entreprises à payer un droit annuel qui permettrait au gouvernement fédéral de recouvrer le coût annuel de 66 millions de dollars de sa Stratégie de lutte contre le tabagisme. Cette mesure se trouve dans les programmes électoraux de 2021 des libéraux, des conservateurs et des néo-démocrates, ainsi que dans la lettre de mandat de la ministre de la Santé mentale et des Dépendances et ministre associée de la Santé, Carolyn Bennett. Les entreprises paieraient en fonction de leur part de marché. Aux États-Unis, la loi exige depuis 2009 des droits afin de recouvrer le budget annuel de la Food and Drug Administration pour la lutte contre le tabagisme, qui s'élève maintenant à 712 millions de dollars américains.

La SCC recommande que le gouvernement fédéral mette en œuvre rapidement son engagement d'imposer aux fabricants de tabac un droit visant le recouvrement des coûts.

Prévention

Il est important de noter que les causes de la plupart des cancers infantiles sont largement inconnues et que les facteurs de risque modifiables ont généralement peu ou pas d'effet sur la plupart des cancers infantiles. Mais il est important de reconnaître que l'enseignement de saines habitudes de vie et la prévention de certaines expositions environnementales pendant l'enfance peuvent réduire le risque de cancer plus tard dans la vie.

D'après l'étude sur le risque attribuable du cancer chez la population canadienne (étude Compare) financée par la SCC, nous savons qu'il est possible de prévenir environ 4 cas de cancer sur 10 grâce à des modes de vie sains et à des politiques qui protègent la santé des Canadiens⁴. L'étude a également estimé le nombre de cas de cancer attribuables à plus de

⁴ Poirier, A.E., Ruan, Y., Volesky, K.D., King, W.D., O'Sullivan, D.E., Gogna, P., Walter, S.D., Villeneuve, P.J., Friedenreich, C.M., Brenner, D.R. pour le compte de l'équipe de l'étude Compare. (2019). Le fardeau actuel et futur du cancer attribuable aux facteurs de risque modifiables au Canada : Résumé des résultats. *Médecine préventive* 120 : 140-147.

20 facteurs de risque modifiables. Bien que nous ayons réalisé des progrès en matière de prévention du cancer en informant les gens sur les saines habitudes de vie et en collaborant avec tous les ordres de gouvernement pour mettre en place des politiques publiques saines qui aident les gens à adopter de saines habitudes de vie, la pandémie de COVID-19 a entravé bon nombre de ces efforts. Les mesures de santé publique et les mécanismes par lesquels les gens ont réagi à la pandémie ont eu une incidence sur les comportements qui augmentent le risque de cancer.

Les tendances des facteurs de risque modifiables comme l'alimentation, l'inactivité physique, l'exposition aux rayons UV et l'alcool varient selon l'âge et la collectivité :

- Jusqu'à 90 % des aliments et des boissons destinés aux enfants et des aliments transformés sont riches en sucre, en sel ou en gras saturés. La commercialisation des aliments et des boissons a une incidence sur les aliments que mangent les enfants, leurs préférences alimentaires et leurs croyances, ainsi que sur les facteurs de risque accrus de maladies chroniques comme le diabète, les maladies cardiaques, les accidents vasculaires cérébraux et le cancer⁵.
- Seulement 37,2 % des jeunes de 12 à 17 ans ont répondu aux recommandations en matière d'activité physique en 2020, comparativement à environ la moitié (50,8 %) en 2018⁶.
- En 2014, environ 1,7 % des Canadiens âgés de 12 à 17 ans ont déclaré avoir utilisé de l'équipement de bronzage intérieur au cours de la dernière année, même si la plupart des provinces avaient interdit les lits de bronzage pour les jeunes⁷.
- En 2018, 25,6 % des Canadiens de 12 à 17 ans avaient consommé de l'alcool au cours des 12 mois précédents, même s'ils n'avaient pas l'âge légal pour boire, et environ 3,4 % des jeunes buvaient beaucoup⁸.

La réduction immédiate de la prévalence ou de l'ampleur des facteurs de risque de cancer modifiables réduira le nombre de cas de cancer, allégera les pressions sur le système de santé et se traduira par des économies importantes plus tard.

Le gouvernement fédéral peut jouer un rôle de leadership dans la mise en œuvre de politiques et de programmes qui auront d'importantes répercussions sur la santé de la population. Ces politiques pourraient notamment aider à prévenir le cancer, y compris par l'introduction de restrictions sur la publicité destinée aux enfants, l'introduction d'une redevance pour les fabricants de boissons sucrées, l'imposition d'étiquettes de mise en garde obligatoires sur tous les produits alcoolisés, la lutte contre l'insécurité alimentaire, l'amélioration du transport actif et la mise en œuvre de règlements sur la commercialisation des appareils de bronzage intérieur.

La SCC recommande que le gouvernement fédéral respecte rapidement son engagement de restreindre la commercialisation de tous les aliments et boissons destinés aux enfants et aux jeunes.

La SCC recommande que le gouvernement fédéral s'engage à accroître les investissements dans les modes de vie sains et à mettre en œuvre des politiques et des programmes qui auront une incidence importante sur la

⁵ Coalition Arrêtons la pub destinée aux enfants (2022). Le contexte en matière de santé publique. Accessible à : <https://stopmarketingtokids.ca/fr/le-contexte-en-matiere-de-sante-publique/>.

⁶ Les jeunes – mais non les adultes – ont déclaré avoir fait moins d'activité physique pendant la pandémie de COVID-19 (statcan.gc.ca)

⁷ Qutob, S.S., O'Brien, M., Feder, K., McNamee, J., Guay, M. et Than, J. (2017). Utilisation d'appareils de bronzage : Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes, 2014. *Rapports sur la santé*, 28(1), 12-16. [Statistiques Canada, n° de catalogue 82-003-X].

⁸ Statistique Canada. (2019). Feuilles d'information sur la santé : Consommation abusive d'alcool, 2018. Disponible à : <https://www150.statcan.gc.ca/n1/fr/pub/82-625-x/2019001/article/00007-fra.pdf?st=H9qNKlCX>

prévention du cancer et d'autres maladies chroniques.

Soins palliatifs

Tout le monde au Canada a besoin de meilleures options en matière de soins palliatifs, peu importe l'âge, le sexe, le revenu, la race ou l'orientation sexuelle. Les soins palliatifs pédiatriques ont leurs propres principes directeurs et normes de pratique, et ils exigent des ressources professionnelles ou une formation différentes. Nous continuons d'encourager le gouvernement fédéral à appuyer des améliorations pancanadiennes des soins palliatifs. Au Canada, il y a 13 programmes de soins palliatifs pédiatriques dans les hôpitaux et seulement 7 centres de soins palliatifs pédiatriques, situés à Toronto, Ottawa, Milton, Montréal, Calgary, Abbotsford et Vancouver. Seul l'Ontario a un cadre qui traite spécifiquement des soins palliatifs pédiatriques. Aujourd'hui, au Canada, jusqu'à 8 000 familles prennent soin d'un enfant gravement malade ou mourant.

D'importants travaux sont nécessaires pour offrir aux familles qui ont besoin de soins palliatifs, en particulier pour un enfant, le soutien qu'elles méritent, y compris l'amélioration de l'éducation et de la formation pour les travailleurs de la santé, l'amélioration de l'équité, le soutien aux enfants aux prises avec un deuil, l'établissement de normes et l'amélioration de la qualité des soins grâce à une meilleure recherche et à une meilleure collecte de données. Des améliorations sont nécessaires à la prestation des soins par les provinces et les territoires, mais le gouvernement fédéral peut lui aussi agir.

La SCC recommande que le gouvernement fédéral continue d'investir dans les soins palliatifs au moyen d'ententes bilatérales de financement et de fonds pour les données, les normes et la recherche.

Régime d'assurance-médicaments

Les médicaments nécessaires pour traiter le cancer jouent un rôle essentiel dans le traitement et peuvent grandement améliorer les résultats en matière de santé et la qualité de vie des personnes atteintes du cancer ou ayant survécu au cancer. Toutefois, le modèle actuel de financement des médicaments au Canada crée des écarts importants dans la couverture, vu les différences entre les provinces et les territoires, les différences entre les régimes privés et publics, et les différences selon que les médicaments sont administrés à l'hôpital ou dans d'autres milieux. Cela oblige souvent les personnes atteintes de cancer à avoir accès à un ensemble disparate de programmes de financement pour couvrir le coût de leur traitement. L'accès pour les enfants et les jeunes adultes peut être plus difficile, souvent en raison du manque de recherche sur les médicaments ciblant les cancers pédiatriques, du manque d'accès aux essais cliniques ou du manque d'accès aux médicaments avec indication pédiatrique.

Dans de récentes enquêtes menées par la Société canadienne du cancer, l'accès aux médicaments d'ordonnance et aux ordonnances a été classé par les personnes atteintes de cancer et les soignants comme l'un des soutiens les plus importants requis pour gérer leurs soins⁹.

La SCC recommande que le gouvernement fédéral améliore l'accès aux médicaments, facilite et accélère l'approbation et le financement de traitements novateurs contre le cancer et d'essais cliniques, et élimine les

⁹ À ce jour, la Société canadienne du cancer a mené cinq enquêtes auprès de personnes atteintes de cancer et de soignants pour en apprendre davantage sur leur expérience pendant la COVID-19. Les enquêtes ont été menées à divers moments tout au long de la pandémie : juillet 2020, novembre 2020, janvier 2021, août 2021 et janvier 2022. Au total, nous avons reçu plus de 5 000 réponses de partout au pays.

obstacles administratifs inutiles pour veiller à ce que les enfants atteints de cancer aient un accès équitable aux médicaments dont ils ont besoin sans que leurs soignants aient de difficultés financières, peu importe où ils vivent et où les médicaments sont consommés.

À propos de la Société canadienne du cancer

La Société canadienne du cancer (SCC) travaille sans relâche pour sauver et améliorer des vies. Nous finançons les esprits les plus brillants dans la recherche sur le cancer. Nous offrons un système de soutien compatissant à toutes les personnes touchées par le cancer, de partout au Canada et pour tous les types de cancer. En tant que porte-parole des personnes qui se préoccupent du cancer, nous travaillons avec les gouvernements pour façonner une société plus saine. Aucune autre organisation ne fait tout ce que nous faisons pour améliorer la vie d'aujourd'hui et transformer l'avenir du cancer pour toujours.

Personne-ressource

Kelly Masotti
Vice-présidente, Défense
de l'intérêt public
Kelly.masotti@cancer.ca